

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU MINISTERE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DU BUDGET

DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PREVISION



UNITE – TRAVAIL – PROGRES

*Recrutement d'une assistance technique en finances publiques
en appui aux secteurs sociaux au Tchad*

Termes de référence

Avec l'appui de

unicef  pour chaque enfant

Octobre 2019

Sommaire

Sommaire..... 2

1. Contexte..... 3

2. Objectif 3

3. Livrables 6

4. Profil du consultant 6

5. Durée..... 7

6. Soumission des propositions..... 7

1. Contexte

Les investissements dans les secteurs sociaux sensibles aux enfants (santé, éducation, nutrition, eau et assainissement, protection de l'enfant, protection sociale) sont faibles suivant les résultats préliminaires de l'étude sur l'Espace budgétaire pour les secteurs sociaux au Tchad (MFB/UNICEF, 2019).

Ainsi, malgré la légère tendance à la hausse de la part des secteurs sociaux dans le budget de l'Etat depuis 2018, le secteur de la santé représente seulement 6,7% et 6,9% du budget en termes d'allocation en 2018 et 2019, et le secteur de l'éducation 14,8% et 16% respectivement, les deux en deçà des normes internationales et des normes fixées par les Etats Africains, de 15% pour le secteur de la santé et de 25% pour le secteur de l'éducation.

Environ 47% de la population du Tchad vit avec moins d'un dollar par jour. Sur la base des données de l'enquête MICS 2010, le rapport 2015 de Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) indique que 87,2 % de la population tchadienne est multidimensionnellement pauvre, c'est à dire souffre d'au moins trois privations qui incluent la santé, l'éducation et les standards de vie. Le rapport de Office of Research Innocenti de l'UNICEF (2014) montre qu'environ 88,3% des enfants au Tchad souffrent de privations dans 2-5 dimensions. Selon une étude récente sur l'impact de la crise économique sur la pauvreté des enfants (MFB/UNICEF 2019), on estime que 628 427 enfants sont devenus pauvres en 2018 à cause de la crise économique qui a affecté le Tchad suite à la chute des cours internationaux du pétrole. Il est important par conséquent d'accroître les investissements dans les secteurs sociaux les plus sensibles aux enfants¹, si l'on veut réduire de manière sensible leurs privations et la pauvreté des enfants.

Jusqu'à présent, le plaidoyer pour un accroissement des ressources en faveur des enfants reposait essentiellement sur une analyse de l'évolution des dépenses publiques dans les secteurs sociaux, à partir de laquelle on constatait l'insuffisance de ressources pour lesdits secteurs, et donc la nécessité d'accroître la part des ressources qui leur sont affectées. Il ressort de l'expérience et des leçons apprises à ce jour, que ce type de plaidoyer, même s'il est utile, est manifestement insuffisant. Il est important d'aller au-delà du simple constat de l'insuffisance de ressources pour les secteurs sociaux, et de proposer des options claires et crédibles pour un accroissement des dépenses prioritaires en faveur des secteurs sociaux, sur la base de l'analyse des besoins rapportés aux indicateurs d'impact dans les secteurs et l'analyse de l'efficacité et de l'efficacités des dépenses par les ministères sectoriels.

2. Objectif

Dans le cadre de la collaboration avec le Ministère des Finances et du Budget et dans le but d'améliorer la planification budgétaire, le suivi et l'impact des budgets sociaux dans les secteurs sociaux, l'UNICEF va appuyer la mise à disposition d'une assistance technique en finances publiques en appui aux secteurs sociaux.

¹ Par secteurs sociaux sensibles aux enfants, l'UNICEF fait référence aux secteurs sociaux de base comme la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la protection sociale, la protection de l'enfant, qui ont un impact important et avéré sur la survie et le développement de l'enfant.

Le Conseiller technique en Finances Publiques en appui aux secteurs sociaux va être responsable des dossiers suivants :

▪ **Amélioration de l'allocation et de l'utilisation des ressources financières / finances publiques pour les enfants**

- Entreprendre des analyses budgétaires afin d'informer l'assistance technique de l'UNICEF auprès du Ministère des Finances et du Budget, des commissions de planification et des ministères des secteurs sociaux afin d'améliorer les allocations équitables pour les services essentiels destinés aux enfants, en mettant l'accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (surtout pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).
- Collaborer avec les ministères sectoriels pour renforcer la capacité à entreprendre une analyse coûts / efficacité des interventions prioritaires inscrites dans les propositions budgétaires afin de contribuer à éclairer les décisions politiques relatives aux investissements dans les secteurs sociaux.
- Soutenir l'identification des options politiques permettant d'améliorer le financement national des interventions prioritaires dans les secteurs sociaux axées sur les enfants, en mettant l'accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (surtout pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).
- Apporter une assistance technique spécialisée au Ministère des Finances et du Budget et à l'UNICEF pour institutionaliser un processus de suivi du budget social au Tchad et de suivi des engagements par rapport aux allocations et dépenses prioritaires dans les secteurs sociaux.

▪ **Renforcement des capacités en matière de planification budgétaire, suivi et utilisation des budgets sectoriels pour les enfants**

- Renforcer les capacités des partenaires pour améliorer le suivi des dépenses publiques afin de favoriser la transparence, la redevabilité et le suivi des flux financiers pour la prestation de services essentiels, notamment en soutenant la planification, la budgétisation et la gestion des finances publiques au niveau des ministères sectoriels.

- Appuyer les ministères sectoriels pour améliorer les processus de planification, de budgétisation, conférences budgétaires, et de redevabilité afin que les décisions prises et la prestation de services axée sur les enfants répondent plus étroitement aux besoins.
 - Apporter un appui technique aux ministères sectoriels dans la formulation des budgets axés sur les programmes et l'atteinte des résultats pour les enfants, ainsi que renforcer la capacité d'analyse des inégalités dans la répartition des ressources entre les programmes.
 - Appuyer les ministres sectoriels dans le renforcement des capacités des ministères sectoriels en matière de collecte de données de qualité, d'analyse en vue de l'élaboration des propositions budgétaires, la planification budgétaire, le suivi de la mise en œuvre, la coordination, le suivi des résultats et des performances des services sociaux, en mettant l'accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant, la nutrition des enfants de moins de 5 ans), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (surtout pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).
- **Suivi des données budgétaires et évaluation de la performance des budgets des ministères sectoriels**
- Soutenir la gestion des informations budgétaires disponibles concernant les secteurs sociaux pour le suivi de la performance et l'atteinte des engagements concernant le budget social de l'Etat.
 - Soutenir la collecte, l'analyse et la présentation des données et des statistiques nationales sur les indicateurs clés et l'état de mise en œuvre des politiques et les budgets publics pour les secteurs sociaux.
 - Etablir une base de données fiable concernant les allocations et l'exécution des dépenses dans les secteurs sociaux, avec des mises à jour semestrielles et annuelles, suivant les catégories économiques disponibles, et par budgets programmes
 - Appuyer la préparation des dossiers d'investissement concernant les secteurs sociaux en mettant l'accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant, la nutrition des enfants de moins de 5 ans), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (surtout pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).

- Apporter une assistance technique, en collaboration avec les autres bailleurs, aux initiatives appuyées par l'UNICEF qui visent à accroître la transparence budgétaire et la participation citoyenne, y compris des enfants, adolescents et jeunes, dans les processus et le suivi budgétaire et élargir l'accessibilité des informations budgétaires concernant le budget social.

3. Livrables

- Chapitre concernant **l'analyse du budget social** pour intégration dans le document sur la Situation économique et sociale du pays (« Rapport économique, financier et social – REFS » à annexer au projet de loi de finances 2020 qui sera déposer à l'Assemblée Nationale).
- Chapitre concernant **l'analyse du budget social** pour intégration dans la soumission du Projet de Loi de Finances 2020 qui prenne en compte les besoins identifiés, en mettant l'accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (surtout pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).
- **Dossiers d'investissement concernant les secteurs sociaux**, avec accent sur la santé (surtout vaccination et la santé de la mère et de l'enfant, la nutrition des enfants de moins de 5 ans), l'éducation (surtout le préscolaire et le primaire), l'eau et l'assainissement (surtout les stratégies de mise en œuvre de la fin à la défécation à l'aire libre), les services de protection de l'enfant (surtout l'enregistrement des naissances) et de protection sociale (pour les familles avec enfants de moins de 2 ans et les enfants d'âge préscolaire et primaire).
- **Base de données fiable** concernant les allocations et l'exécution des dépenses dans les secteurs sociaux, avec des mises à jour trimestrielles et annuelles, suivant les classifications administratives, économique, programmatiques (PAP) et fonctionnelles.
- **Proposition technique** pour institutionnaliser un processus national de suivi du budget social au Tchad.

4. Profil du consultant

- Diplôme d'études supérieures (Master) en économie ou en finances publiques.

- Au minimum 8 années d'expériences professionnelles dans les analyses budgétaires, les dossiers d'investissement dans les principaux secteurs sociaux, notamment la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, les services d'assistance, de protection de l'enfant, la protection sociale et dans la conception et la conduite des analyses et des revues des dépenses publiques.
- Expérience antérieure dans l'élaboration des rapports d'analyse des budgets publics ;
- Expérience antérieure dans le suivi des dépenses dans les secteurs sociaux et des enquêtes de suivi des dépenses publiques à destination sera un atout.

5. Durée

La consultation débutera à partir du 15 novembre 2019 et ce pour une période de (06) mois renouvelable **sous condition de l'évaluation positive et de la disponibilité de financement.** Le consultant devra fournir un rapport mensuel sur la base duquel des honoraires lui seront versés par la Direction Générale des Service du Budget. Ces honoraires seront négociés avec le consultant **Ce dernier travaillera sous la supervision directe du Directeur des Etudes et de la Prévision.**

6. Soumission des propositions

La Direction Générale des Services du Budget invite les consultants individuels remplissant les conditions requises à faire part de leur intérêt à offrir les services demandés. Les consultants intéressés devront fournir des informations indiquant leur qualification à fournir les services (description de missions similaires, preuve de leur bonne connaissance en matière de gestion des finances publiques, expérience dans des conditions identiques,).

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le vendredi 01 Novembre 2019 à 12h00 avec la mention « AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°01 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE EN FINANCES PUBLIQUES POUR LES ENFANTS EN APPUI AUX SECTEURS SOCIAUX AU TCHAD». Ces propositions doivent être envoyées sous plis fermés ou en format électronique à l'adresse suivante :

A l'attention du Directeur Général des Services du Budget

Email : recrutements-dgb2019@gmail.com

Adresse : Avenue NELDE RIGOBERT

BP : 144, N'Djamena, Tchad

Tél. : (+235) 22 52 35 44

22 52 34 92